

# Journal des guerres de l' Otan

N° 110 du 17.05.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_guerres-otan.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire.

Tiré à part

[Roland Marounek : 21 ans après la fin du « péril rouge », pourquoi encore l'Otan ?](#)

[Slobodan KLJAKIC : La mort lente semée par les Occidentaux](#) (au Kosovo et en Méthohie parmi les Albanais et les Serbes).

[Hollande et l'Otan.....](#)

Les Etats-Unis observent la présidentielle française avec un intérêt teinté d'appréhension,  
Geopo : Léon Camus : Hollande et l'Otan, la continuité dans le changement.

1 Positions

1) L'Otan

L'OTAN accusée d'avoir minimisé les pertes civiles en Libye.

2 Extension des guerres ?

[NATO.INT](#) : Préparation pour Chicago.

3 Dans les coulisses

[Roland Marounek : La « Gauche » francophone belge et l'Otan.](#)

4) Les alliés de l'Otan

USA

Sur le terrain

Des manifestants anti-Otan arrêtés au quartier général d'Obama à Chicago

5 Les opposants

Russie

Extension des guerres ?

[Almanar.com](#) : Bouclier: bras de fer américano-russe en faveur... de la Russie

[Moscou/Washington : vers un clash?](#)

[La Russie menace de détruire le bouclier anti-missile américain en Europe.](#)

---

Tiré à part

[Roland Marounek : 21 ans après la fin du « péril rouge », pourquoi encore l'Otan ?](#)

Beaucoup estiment que l'Otan aurait logiquement dû disparaître lors de la dissolution du Pacte de Varsovie. Le fait qu'il n'en a rien été, et qu'au contraire un rôle plus ouvertement agressif lui a été confié (agression de la Yougoslavie, déploiement hors zone, soutien direct à la 'guerre à la Terreur'),

devrait plutôt amener à se questionner sur la validité même des justifications de son existence avant 1991. De fait ces 40 premières années sont rarement mises en question, la menace que représentait le Pacte de Varsovie étant en quelque sorte passivement admise comme fait acquis.

Article paru en 2009

### **La création de l'Alliance Atlantique, en contradiction avec la Charte des Nations Unies**

Beaucoup estiment que l'Otan aurait logiquement dû disparaître lors de la dissolution du Pacte de Varsovie. Le fait qu'il n'en a rien été, et qu'au contraire un rôle plus ouvertement agressif lui a été confié (agression de la Yougoslavie, déploiement hors zone, soutien direct à la 'guerre à la Terreur'), devrait plutôt amener à se questionner sur la validité même des justifications de son existence avant 1991. De fait ces 40 premières années sont rarement mises en question, la menace que représentait le Pacte de Varsovie étant en quelque sorte passivement admise comme fait acquis.

Ainsi dans son récent document consacré à l'Otan<sup>1</sup>, la CNAPD pose la question de la légitimité, aujourd'hui, de l'Alliance atlantique en ces termes : « *L'existence même d'une alliance comme l'Otan aujourd'hui ne sape-t-elle pas la tentative d'un ordre mondial réellement multilatéral sous égide de l'ONU ?* ». En fait c'est dès sa création en 1949 que l'existence de l'Otan sapait cet ordre multilatéral onusien.

Un premier élément qui est généralement oublié, est que le dit Pacte de Varsovie a été créé plus de cinq ans après l'Otan, le 14 mai 1955 ; ce seul fait donne un éclairage singulier à l'argument usuel, selon lequel l'Otan était une réaction face à la menace du Pacte de Varsovie. De façon factuelle, la situation est juste inverse : le Pacte de Varsovie est une réaction à l'intégration dans l'Otan de l'Allemagne de l'Ouest ; la perspective du réarmement de ce pays à l'origine de la seconde guerre mondiale, au sein d'une alliance qui reprenait exactement le discours fasciste sur le péril communiste, était, de fait, une menace réelle.

La Charte des Nations-Unies, ratifiée en novembre 1945, énonce de façon précise les obligations qui incombent aux Nations membres pour écarter la guerre, et explicite en particulier l'obligation qu'ils ont d'*unir les forces pour maintenir la paix et de prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix*. Le Nations-Unies ont pour but de « *....réaliser, par des moyens pacifiques (...) le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix ; développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes...* »

Quel pouvait bien être le sens d'une alliance militaire isolant 12 pays si l'ensemble des pays sont sincèrement *résolus à unir leurs forces pour maintenir la paix* ?

Moins de trois ans après la signature de la Charte des Nations-Unies, les principaux empires coloniaux (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas) plus la Belgique et le Luxembourg concluaient le *Pacte de Bruxelles*, qui allait être le noyau de l'Otan un an plus tard. La création d'un pacte militaire entre quelques superpuissances vidait de leur sens les principes et obligations exprimés dans Charte. La prétendue nécessité de se protéger (et avec les armes offensives que l'on sait) dans un club de pays surarmés, revenait à affirmer que ces principes étaient pour eux lettre morte.

### **1948 : Qui devait avoir peur de qui ?**

« *Savez-vous quelle est la base de notre politique ? C'est la peur. La peur de vous, la peur de votre Gouvernement, la peur de votre politique.* »

En septembre 1948, Paul-Henri Spaak lance à la tribune des Nations Unies son fameux discours « nous avons peur », considéré en quelque sorte comme l'acte de foi justifiant la création de l'Otan un an plus tard. Le chef de la diplomatie belge défendait en fait le Pacte de Bruxelles conclu quelques mois plus tôt. Dans son discours, Spaak fait inévitablement référence aux *idéaux du Monde libre*, aux valeurs de *la civilisation occidentale et démocratique* face au *totalitarisme*. Il est frappant de constater que, en substituant 'terrorisme' à 'totalitarisme', ce discours n'a pas trop vieilli ...

En 1948, les USA étaient encore les seuls détenteurs de l'arme atomique ; ils venaient de commettre les crimes de Hiroshima et Nagasaki, et ceux de Dresde notamment, non pas pour soumettre des nations déjà sur la voie de la capitulation, mais en réalité à l'adresse directe de l'Union Soviétique : littéralement, des actes de terreur. En Corée, ils avaient remplacé l'occupant japonais ; ils allaient bientôt y mener la guerre atroce que l'on sait. L'Empire Hollandais perpétuait ses massacres en Indonésie dans sa tentative désespérée de repousser l'indépendance. La France menait depuis 1946 sa guerre contre les

nationalistes en Indochine, qui devait durer jusqu'en 1954. La "pacification" à Madagascar avait fait 89 000 morts en 1947... On pourrait continuer ainsi longuement. En ce qui concerne la Belgique, les Congolais devaient également avoir une vision assez particulière des idéaux du monde libre. Dans le même ordre d'idée, il est intéressant de rappeler que le Portugal de Salazar faisait partie des membres fondateurs de cette 'union du Monde Libre', qui avaient tellement peur.

« *Ce régime [la démocratie libérale occidentale] a d'immenses avantages : (...) Il répudie l'emploi de la force et l'emploi de la violence. Il fait confiance au bon sens et à la sagesse de l'homme* » (extrait du discours de Spaak). Il n'est pas certain que le reste du monde ait la mémoire aussi courte.

Défense de la liberté ? Démocratie ? Quelle tartufferie évidente, avec le recul, pour ces Empires coloniaux occupés à tenter de préserver leurs intérêts dans le sang. Et aujourd'hui ces mêmes puissances justifient souvent leur alliance militaire par la nécessité de faire respecter les *droits de l'homme* dans les pays qui avaient déjà si bien bénéficié de leur sollicitude dans le passé.

La Colonie avait été un élément indispensable à la prospérité de l'Europe occidentale. Et, quoi que l'on pense du 'régime communiste', l'Union Soviétique a été indéniablement (et dès sa création) non seulement un des plus actifs défenseurs de l'émancipation des peuples, et un acteur essentiel de la lutte anti-coloniale, mais aussi pour des millions de personnes à travers tout le Tiers Monde, un exemple concret d'un pays sortant du sous-développement en quelques décennies, et par ses propres moyens. De ce point de vue, il y avait effectivement de quoi être effrayé.

### **Nos valeurs, - et nos ressources.**

« *Nous avons à peu près 60 % de la richesse du monde mais seulement 6,3 % de sa population. Dans cette situation, nous ne pouvons éviter d'être un objet d'envie et de ressentiment. Notre véritable tâche dans la période qui vient est d'imaginer un système de relations qui nous assure de maintenir cette disparité.* »

George Kennan, ex-responsable de la planification politique du département d'Etat US, février 1948

« *Il est indispensable que l'OTAN définisse ce qu'elle peut apporter de plus au niveau de la protection des infrastructures essentielles ou de la sécurisation des goulets d'étranglement par lesquels passent les flux d'approvisionnement. Je pense d'ailleurs que l'OTAN a d'ores et déjà des moyens qui peuvent apporter une contribution majeure dans ce domaine.* »

Jaap de Hoop Scheffer, mars 2009

La désintégration du camps soviétique en 1991 a permis une politique de reconquête du monde de nature coloniale. La première guerre du Golfe a marqué le coup d'envoi. Les multinationales occidentales ont bien digéré l'Europe de l'Est, et les récalcitrants tels la Yougoslavie, ont été mis au pas comme il fallait. La présence de l'Otan en Asie Centrale, et son ambition de plus en plus affichée de se projeter au besoin partout dans le monde pour sécuriser les sources d'approvisionnement, sont la continuation d'une même vieille politique.

La perte d'un épouvantail a nécessité la confection d'un autre ; le 'terrorisme' semble être un excellent choix, qui n'a pas à craindre de disparition prématurée.

L'Otan n'a pas disparu en 1991 : sa raison d'être aujourd'hui, est la même qu'en 1949.

Source : Comité de Surveillance Otan (2009)

1. « *L'Otan, du bouclier à l'épée* », Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNA PD), [www.cnapd.be/uploads/pdf/200901/brochure%20plaidoyer%20OTAN.pdf](http://www.cnapd.be/uploads/pdf/200901/brochure%20plaidoyer%20OTAN.pdf)

15 mai 2012

Roland Marounek

---

Slobodan KLJAKIC : La mort lente semée par les Occidentaux (au Kosovo et en Métohie parmi les Albanais et les Serbes)

Aujourd'hui encore, les projectiles de l'OTAN sèment la mort au Kosovo et en Métohie parmi les Albanais et les Serbes, mais aussi parmi les soldats de la KFOR et le personnel de l'UNMIK.

Ce n'est pas sans raison que l'on a interdit aux militaires américains, à leur retour de la région, de se porter volontaires pour des dons de sang. On peut de même comprendre que certains experts militaires de la KFOR affirment que le séjour de leurs hommes au Kosmet constitue la plus grande expérimentation in vivo régie par les Américains. Il n'est pas sans logique que dans les têtes des stratèges US, il s'agisse là d'une étude des comportements et des apparitions de pathologies dans une guerre nucléaire à venir. Voilà ce qu'écrit le Pr Vujadin Otasevic, médecin pathologiste, professeur à la

Faculté de médecine de Nis et directeur de l'Institut de médecine légale de la même ville, dans « *Les nuages de mort du Kosovo-Métohie* », un livre récemment publié par la Faculté. Pour les besoins du présent texte, nous nous sommes limités à la section intitulée « *Empoisonnement et radiations dus aux bombardements* » dans laquelle le Pr Otasevic rapporte des faits dûment attestés.

La catastrophe écologique, aux conséquences à long terme incalculables pour la santé et la vie des habitants, qu'ont provoquée les bombardements de l'OTAN, a connu dans sa forme la plus funeste l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri (UA). « *Cette utilisation a abouti à la libération d'importantes quantités de diverses substances dangereuses aux effets cancérigènes, sources de mutations et d'autres effets nocifs sur les humains, le monde végétal et animal* », constate le Pr Otasevic en précisant que la plupart de ces substances ont aussi contaminé « *la région des Balkans considérée dans son ensemble* ».

Les avions A-10 ont largué sur leurs cibles des munitions de calibre 30 mm comportant en leur sein un projectile métallique d'U-238 radioactif, c'est-à-dire d'UA. « *Avec une élévation très forte de la température il se produit un aérosol de fines particules d'uranium radioactives dont la poussière entre dans les poumons avec la respiration ou bien pénètre l'organisme avec de la nourriture ayant été en contact avec cette poussière. Une fois dans l'organisme, l'uranium irradie à faibles doses. La particule d'uranium se trouvant dans les poumons produit à chaque heure et jusqu'à la fin de la vie une irradiation comparable à un examen quotidien aux rayons X* », indique le Pr Otasevic. Les particules radioactives restent dans le corps « *sans se décomposer pendant dix années et plus, et une telle irradiation lente du corps entraîne maladies et mort prématurée* ».

Le rapport de l'OTAN aux Nations Unies de septembre 2000 donne le chiffre de 30.000 projectiles à l'UA tirés sur des cibles en Yougoslavie, ce qui équivaut à environ 10 tonnes d'uranium.

Au terme de l'agression de l'OTAN, une équipe d'experts du programme de protection de l'Agence de l'ONU pour les établissements humains avait émis un avertissement concernant « *des avortements, des malformations postnatales, des maladies incurables du système nerveux et du foie* ». D'après l'agence de presse néerlandaise A & P, qui s'est procurée ce rapport, celui-ci « *présente le tableau d'une tragédie plus grande que l'accident nucléaire à Tchernobyl en 1986.* »

Dans son rapport préliminaire du 14 août 1999, l'équipe des experts internationaux avait conclu que « *la Yougoslavie va connaître une catastrophe écologique si des mesures urgentes ne sont pas prises pour empêcher une possible débâcle écologique* ».

Le Pr Otasevic rapporte les résultats d'une étude menée à l'hôpital de Kosovska Mitrovica d'après lesquels les apparitions de carcinomes se sont accrues de 200% au sein de la population serbe. Le directeur de l'Institut de radiologie de Pristina, Djevad Bitsaj, a dit par le passé que 3.500 cas de pathologies malignes avaient été relevés en 2004 et en 2005 parmi des Albanais de toutes les parties du Kosmet. Parce qu'elle soupçonnait des cas de leucémie et des carcinomes, la KFOR a retiré du Kosmet plus de 3.000 soldats, tandis que jusqu'à la mi-2006, 40 militaires italiens et 20 soldats français étaient décédés d'affections malignes.

Par rapport au début du siècle, constate le Pr Otasevic, « *le nombre des pathologies malignes en Serbie s'est accru de quatre fois et demie* ». Rien qu'en 2005, 18.000 personnes en sont décédées et 31.500 cas nouveaux ont été enregistrés. Dans le district de Nis, de 1997 à 1999, des pathologies malignes sont apparues chez 663 personnes, mais de 1999 à 2009, elles sont apparues chez pas moins de 18.247 individus. « *La multiplication dramatique des pathologies malignes au cours des années consécutives à la guerre – entre deux et dix fois – est liée aux émissions radioactives causées par les bombardements de l'OTAN* », conclut le Pr Otasevic.

Et il avertit : « *Dans le monde et chez nous, il n'y a pas assez de résultats d'études scientifiques qui permettraient d'évaluer toutes les conséquences de l'utilisation de munitions à l'UA. La science est longtemps restée silencieuse sur ce problème, et aujourd'hui encore elle ne se prononce pas jusqu'au*

*bout. C'est là probablement le résultat de l'influence de la politique et de la puissance armée sur la science pour éviter que l'on prenne connaissance des agissements inhumains et de leurs conséquences alarmantes pour la santé de l'homme et de son milieu vital ».*

Slobodan KLJAKIC

Source Originale : B.I. Infos

<http://www.michelcollon.info/La-mort-lente-seee-par-les.html>

---

### Hollande et l'Otan.....

Les Etats-Unis observent la présidentielle française avec un intérêt teinté d'appréhension, ...vu les positions affichées par François Hollande sur l'Afghanistan, après avoir entretenu des relations qualifiées «d'excellentes» avec Nicolas Sarkozy malgré des désaccords de fond.

Officiellement, Washington se garde de prendre parti dans la course qui oppose le président sortant et son adversaire socialiste pour diriger un pays doté d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'Onu et dont 3.600 soldats restent déployés aux côtés des GI's en Afghanistan.

«La France est un grand, grand allié des Etats-Unis et le restera», a affirmé Jay Carney, porte-parole du président Barack Obama. Il a refusé de «préjuger des résultats de l'élection française» et de leurs conséquences sur la relation transatlantique.

Mercredi, Hollande a quant à lui évoqué une future relation de «confiance avec la direction actuelle des Etats-Unis», malgré des «différences d'approche sur l'Otan et sur l'Afghanistan». Ce dernier dossier pourrait provoquer des frictions entre un nouveau gouvernement socialiste à Paris et l'Administration Obama, qui a fixé à 2014 l'échéance d'un transfert des responsabilités aux forces afghanes. Hollande, favori des sondages, a, en effet, promis, sauf «impossibilité matérielle», un retrait des troupes françaises d'ici à la fin de l'année.

«François Hollande a annoncé qu'il entamerait le retrait dès son arrivée s'il était élu, et qu'il terminerait ce retrait en 2012, donc deux ans avant la décision collective, et ça, ça pose problème pour l'Administration Obama», observe Justin Vaïsse, chercheur à l'Institut Brookings de Washington. En cas de victoire le 6 mai au soir, Hollande devrait répondre immédiatement à ces inquiétudes. Moins d'une semaine après son éventuelle prise de fonctions, deux sommets l'attendraient aux Etats-Unis: le G8 à Camp David et l'Otan à Chicago.

Charles Kupchan, expert au Council of Foreign Relations, y prédit «des pressions pour faire en sorte que la France reste dans le rang des alliés de l'Otan».

Encore faut-il noter que Hollande ne semble pas vouloir revenir sur un des acquis importants de ces cinq dernières années : le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan. Un symbole de la rupture de Sarkozy avec l'héritage gaullien de refus d'un alignement avec les Etats-Unis.

Selon Vaïsse, «les émissaires de François Hollande ici à Washington ont délivré un message (...) qui était : 'nous n'avons pas été d'accord avec la décision de réintégration complète telle qu'elle a été conduite par le Président Sarkozy (...) mais en même temps nous n'entendons pas renverser cette décision' ».

«Evidemment, le Président Sarkozy a été un soutien extraordinaire de l'Otan et un partenaire proche sur des dossiers comme la Libye (...) et nous sommes certains de conserver cet élan à l'avenir», a expliqué Ben Rhodes, conseiller adjoint de sécurité nationale de Obama, en soulignant que l'Otan «a traversé de nombreuses décennies de couleurs politiques différentes de ses Etats-membres». Malgré de réels désaccords sur le fond, en particulier sur la relance de la croissance après la crise de 2008 et le dossier israélo-palestinien, Obama et Sarkozy ont vanté ces derniers mois l'efficacité de leur coopération. Signe de cette entente après quelques accords formels en 2009, Obama avait consenti à participer à un entretien télévisé commun avec son homologue français, qu'il avait couvert d'éloges à l'issue du G20 à Cannes (France) début novembre 2011.

«Nicolas et moi, nous entretenons d'excellentes relations, nous les avons toujours eues. Cela résulte du fait que nous partageons des responsabilités, nous menons les mêmes combats dans une époque très difficile», avait affirmé Obama, en qualifiant Sarkozy de «partenaire ouvert, qui travaille beaucoup, qui a beaucoup d'énergie».

27/04/2012

IRIB

---

Geopo : Léon Camus : Hollande et l'Otan, la continuité dans le changement.

Le nouveau président français participera au sommet du G8 à Camp David les 18 et 19 mai puis à celui de l'Otan à Chicago, les 20 et 21. Un programme chargé mais qui devrait confirmer ce que chacun subodore : Hollande incarnera – avec brio on l'espère – « le Changement c'est maintenant », mais dans la continuité. L'annonce claironnée d'un retrait définitif d'Afghanistan devrait être en conséquence l'illustration magistrale de cette maxime... Car, quoiqu'il en dise, M. Hollande ne retirera pas le contingent français d'Afghanistan d'ici la fin de l'année, pour la bonne et simple raison qu'il ne le pourra pas.

D'abord parce que cela est matériellement impossible, parce qu'a priori la préparation logistique d'une telle évacuation ne s'improvise pas 1 . Il faut affréter les avions gros porteurs que la France ne possède pas et pour ce faire « budgéter » l'évacuation.

Qui plus est les Français ne seront pas autorisés à n'en faire qu'à leur tête : ils ne sont pas seuls, notamment ce ne sont pas eux qui décident en fonction de leurs humeurs ou de leurs caprices... dans le domaine de la guerre la réalité n'est pas escamotable derrière les pétitions de principe idéologiques, celles que l'échec sanctionne à tout coup !

Léon Camus

Mercredi 16 Mai 2012

Les forces hexagonales – plus ou moins 3500 hommes – occupent en effet une place déterminée dans un dispositif, lequel serait forcément remis en question dans sa totalité si un élément venait à en être retiré sans une soigneuse et longue planification préalable. De ce seul point de vue la France ne peut pas partir sauf à mettre en difficulté l'ensemble du dispositif de la Force internationale d'assistance et de sécurité - FIAS – conduite par l'Otan, sous commandement américain et sous couvert d'un mandat des Nations Unies. Une question cruciale d'ailleurs se pose, celle du nécessaire transfert des « responsabilités de sécurité » aux Afghans sans laquelle toute cette misérable guerre eut été totalement inutile. Or, dans la région de Surobi, la Kapisa, zone opérationnelle affectée à la France, représente un terrain particulièrement difficile à tenir, en raison notamment de sa grande complexité ethnique et tribale <sup>2</sup>. Logiquement, ce transfert aurait dû avoir lieu dès l'été 2011, mais les Américains s'y sont catégoriquement opposés... et sans ménagement. En principe la décision en revient au gouvernement fantoche afghan, mais en principe seulement. Il a suffi que l'armée américaine rajoute une condition sine qua non - la présence d'un axe routier national dans le secteur, ici absent - pour décider que le retrait français n'était ni opportun ni faisable. Rompez !

### **Un retrait ni stratégiquement opportun ni techniquement faisable**

Dans une telle occurrence, la France manquerait doublement à ses engagements et aux devoirs qu'elle s'est à elle-même imposée en tant qu'État membre de l'Organisation des Nations unies, et en tant que signataire du Pacte de l'Alliance Atlantique, traité fondateur de l'Organisation du même nom. Ce faisant Paris sortirait de la légalité et de la Communauté internationale <sup>3</sup>. Est-ce seulement envisageable ?

Reste que nos politiques ne sont pas à ça près. Toutes les fougades et les coups de canif dans les traités sont toujours possibles. Au demeurant c'est avec beaucoup d'inconséquence que M. Hollande a pratiqué ici, à l'instar de son prédécesseur, la technique de l'effet d'annonce, se réservant d'éventuellement corriger le tir une fois installé dans les ors de la République. Cela augure pourtant mal de la suite des événements en ce que cela ouvre le bal quinquennal sur une duperie. Doit-on dire aussi que cela n'a pas été lancé en l'air, au cours de la campagne des présidentielles, par simple légèreté ?

M. Hollande est entouré de conseillers qui savent exactement de quoi il retourne. Le contraire n'est d'ailleurs pas imaginable et serait au final particulièrement inquiétant. Il est surprenant d'ailleurs qu'au cours de la campagne le candidat sortant et futur perdant n'ait pas relevé avec toute la vigueur nécessaire l'irréalisme du projet et de l'intention, lui qui en connaissait les ressorts cachés aux yeux de l'opinion ! Il est vrai que les questions extérieures, les crises en cours au Proche-Orient et en Asie centrale, les profondes mutations qui affectent de précaires équilibres internationaux, n'ont guère été évoquées tout au long d'une campagne électorale d'une consternante platitude... à l'image des deux compères qui se sont affrontés sans jamais franchir les limites de la bienséance consensuelle et surtout sans jamais aborder les questions de fond, celles qui engagent l'avenir d'une Nation ! De ce point de vue personne n'a noté le peu de distance séparant l'un de l'autre candidat, complices dans la sauvegarde d'un système fondé sur le mensonge par omission. Le silence n'est-il pas la meilleure façon de masquer les choses qui

ne ce cas « n'existent pas » ?

### **Ni M. Hollande, ni M. Obama ne perdront la face**

Inutile de dire que l'élection de M. Hollande a suscité de vives inquiétudes à Bruxelles siège de l'Otan. Vu de loin les socialistes français apparaissent soit comme des sauveurs (pour les Grecs par exemple ce qui est du plus haut comique), soit comme des croquemitaines. Il est vrai que les « riches » taxés à 75% au-delà d'un revenu de 1 million d'€ l'an, revêt une dimension surréaliste aux yeux du premier libéral (progressiste) américain venu pour lequel une imposition à 30% constitue une limite indépassable voire intransgressible.

Le Secrétaire américain adjoint à la Défense, à l'Europe et l'Otan, James Townsend a ainsi déclaré à propos des vellétés françaises de départ précipité d'Afghanistan « *J'ai parlé avec leur ministre de la défense Le Drian [il s'agit du shadow minister, la personnalité pressentie pour occuper le poste]. Ils se trouvent dans une situation avec laquelle beaucoup d'hommes politiques sont confrontés suite à une élection. Ils vont devoir gouverner. Ils vont se retrouver devant un sommet pour lequel beaucoup de travail a été accompli par les Alliés pour essayer de s'assurer que nous sommes tous unis sur la marche à suivre... Au sommet, nous ferons une déclaration relative à l'Afghanistan... Or le nouveau gouvernement français, au moment où il arrive au pouvoir, va devoir entrer dans un fleuve qui coule déjà... et l'Alliance veut s'assurer qu'une présence sera maintenue en continu après 2014* ». Le programme est clair, le plan est tracé et Hollande n'aura guère le loisir de discuter, il lui faudra, d'une façon ou d'une autre, obtempérer.

Gageons que dans ces conditions M. Hollande saura à Chicago se montrer accommodant et que le calendrier du retrait français sera aménagé de façon à concilier les divers intérêts et impératifs d'ordre stratégique, organisationnel, technique et politique qui entrent en ligne de compte... Dans cette perspective il est à parier qu'une fois de plus le départ des soldats français sera strictement calé sur le départ des GI's américains dont l'annonce sera un puissant argument de campagne en vue d'une éventuelle réélection de l'actuel titulaire de la Maison-Blanche.

Un argument massue, en premier lieu parce que les dépenses induites par l'occupation de l'Afghanistan deviennent insupportables : en juillet dernier, soit en dix ans, il apparaissait que les États-Unis avaient gaspillé approximativement 320 milliards d'€. Et puis aujourd'hui, il s'agit de clore le plus en douceur possible ce nouveau chapitre désastreux de l'histoire militaire américaine... Au plan militaire disons-nous, parce que les bénéfiques géopolitiques éventuels des dévastations afghanes ne se comptabilisent pas sur le court terme ! Finalement, parce qu'il est temps de clore ce théâtre d'opérations afin de pouvoir, le cas échéant, ouvrir d'autres fronts de guerre. L'Iran par exemple contre lequel l'offensive a été reportée d'une année sous la pression des états-majors tant israéliens qu'américains .<sup>4</sup>

Quant à la France prise dans l'actuelle tourmente de la dette souveraine, elle se trouve confrontée aux mêmes difficultés financières que les États-Unis... Il y a un an, 27 000 militaires français étaient déployés à l'étranger, or le budget 2011 limitait à 640 millions d'€ les dépenses liées aux opérations extérieures. Budget qui en réalité aura certainement atteint le milliard d'€ en fin d'année. De cela évidemment, les finalistes de la course à la présidence se sont bien gardés de parler. On comprend mieux aussi pourquoi M. Hollande semble pressé de clore le peu reluisant épisode afghan qui aura causé la mort de 82 soldats en pure perte si l'on considère la récente offensive Taleb sur Kaboul... non en raison d'un prurit moral aigu, tout bonnement parce que la France n'en a plus les moyens.

### **L'agitation tient lieu d'action**

Le 12 juillet 2011, emboitant le pas au président Obama<sup>5</sup>, M. Sarkozy annonçait à l'occasion d'une visite surprise à Kaboul le retrait accéléré des 4000 militaires français d'Afghanistan. Un quart devait être rapatriés avant la fin de 2012, le retrait définitif étant prévu en 2014. Presque un an plus tard ce sont toujours quelque 3500 hommes qui sont encore présents sur le sol afghan. M. Hollande fera-t-il mieux ? Rien n'est moins certain ! Au mieux il tiendra l'échéancier de M. Sarkozy – donc rien de nouveau – soit le rapatriement de 1300 hommes d'ici la fin de l'été 2012... Une procédure renouvelée d'alignement sur le désengagement Yankee que les Socialistes auraient eu du mal à désavouer puisque le PS s'était prononcé, en novembre 2010, lui aussi, pour un « *retrait coordonné avec le désengagement américain* ». Un plan américain d'évacuation (dicté a priori essentiellement par des considérations de fiasco militaire quasi intégral, un coût monstrueusement exorbitant et un refus grandissant de l'opinion publique américaine qui s'est moulé à bon escient sur des considérations de politique intérieure liée à l'élection

présidentielle américaine de novembre 2012, tout autant que sur le calendrier politique français, ce qui convenait autant au candidat malheureux Sarkozy qu'au vainqueur Hollande à présent héritier de dispositions dont il n'hésitera pas à se prévaloir, n'en doutons pas.

Quant au retrait américain proprement dit il relève du grand art tout autant que du tour de passe-passe : M. Obama claironnait en juillet 2011 l'annonce du départ d'Afghanistan d'un premier contingent de 5000 GI's sur cent mille (les derniers ne devant revenir au pays pas avant 2015)... Il fallait cependant voir dans cette amorce spectaculaire de reflux, à la fois un aveu de plate déconfiture et une habile manipulation : si effectivement à l'été 2012, 33 000 personnels sont censées avoir quitté les vallées de l'Hindou Koush, cela n'interviendra qu'après que le même Obama eut augmenté en décembre 2009 les effectifs américains basés en Afghanistan de quelque 30 000 hommes. Retrait claironné et conçu bien évidemment pour son rendement électoral basé sur un principe analogue à celui des soldes : les prix augmentent au préalable afin de rendre plus alléchant le rabais ensuite consenti <sup>6</sup>.

### **Intérêts convergents Obama/Hollande**

Ce pourquoi le Sommet de Chicago pourrait voir se préciser un nouveau calendrier de retrait coordonné entre les divers membres de l'Otan empêtrés dans une confrontation aussi asymétrique que sanglante, rebaptisée pour les besoins de la cause « assistance et sécurité » ! Une telle annonce permettrait à n'en pas douter au président Démocrate américain de redorer un blason que l'exécution extra judiciaire d'un pseudo Ben Laden n'est pas parvenue à faire mieux briller. Mais jusqu'où pourra-t-il également aller au-delà de l'effet d'annonce ?

Notons que par une certaine ironie de l'histoire, les prétentions du président français à s'affranchir de toutes règles de bonne conduite internationale (mandat des Nations Unies oblige : lorsque l'on accepte une mission de paix et de stabilisation l'on est présumé aller jusqu'au bout, non ?) et du respect des traités, pourrait servir à M. Obama de prétexte à hâter le mouvement tant le « fardeau de l'homme blanc » <sup>7</sup> se fait désormais politiquement écrasant (« mais qu'allaient-ils faire dans cette galère ? »). Cela avons-nous dit, pour redéployer éventuellement ses troupes sur d'autres fronts présentant un caractère d'urgence accrue : Iran, Syrie... Algérie peut-être si tout y bascule à nouveau comme en 1991 après des élections dont les résultats laissent assez perplexes.

Et puis plus une centaine de milliers de « contractors », personnels de sécurité et mercenaires de tous poils, occupent le terrain pour un certain temps encore. Au moins aussi longtemps que la manne financière issue de l'exportation massive d'héroïne perdurera. Et le flux n'est apparemment pas prêt de se tarir dans un pays devenu le premier État narcotraffiquant de la planète par l'ampleur de production (de 7 à 8000 Tonnes/an... à comparer au 180 T produites la dernière année d'existence – 2001 - de l'Émirat islamique afghan !).

### **Guerre de l'opium**

Grâce à l'action civilisatrice de l'Otan sous la houlette de la démocratie universelle façon Wall Street, l'Afghanistan fournit à présent 90% de la production mondiale de produits opiacés qui, selon la version politiquement correcte, servirait exclusivement à financer la résistance afghane... en réalité et « accessoirement » les chefs de guerre et tribaux liés de l'actuel clan au pouvoir, celui des Karzaï ! Ce pourquoi, le 5 avril 2012, Alexandre Grouchko, vice-ministre russe des Affaires étrangères dénonçait sans ambages le rôle de l'Otan dans le trafic d'héroïne en provenance d'Afghanistan... trafic causant en Russie plus de 30 000 décès l'an, tout en favorisant la pandémie sidaïque et en permettant au crime organisé de prospérer comme jamais.

Ce qu'établit formellement un rapport rendu public le 21 oct. 2009, intitulé « Toxicomanie, criminalité et insurrection » de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC)... « *L'opium afghan : une menace transnationale...[le rapport] décrit quelles conséquences dévastatrices les 900 tonnes d'opium et 375 tonnes d'héroïne sorties clandestinement d'Afghanistan chaque année ont en termes de santé et de sécurité dans les pays situés le long de la route des Balkans et de la route eurasienne en direction de l'Europe, de la Fédération de Russie, de l'Inde et de la Chine. Il y explique comment la drogue la plus meurtrière au monde a donné naissance à un marché d'une valeur de 65 milliards de dollars où s'approvisionnent 15 millions de toxicomanes, marché qui cause jusqu'à 100 000 décès par an, qui favorise la propagation du VIH à une vitesse encore jamais vue et qui, surtout, finance des groupes criminels, des insurgés et des terroristes. Environ 40 % de l'héroïne afghane (soit 150 tonnes) passe clandestinement au Pakistan, à peu près 30 % (105 tonnes) en République islamique d'Iran et 25 % (100 tonnes) en Asie centrale* ».



Au sommet de l'Otan de Bucarest en 2008, le président Medvedev avait offert de remettre à disposition les lignes ferroviaires russes pour assurer le transport depuis ou vers l'Europe du matériel non militaire en provenance ou en direction d'Afghanistan. Le 5 avril 2012, Alexandre Grouchko, lequel devrait devenir dans les prochains jours le représentant permanent de la Russie auprès de l'Otan, déclarait donc dans un entretien à l'Agence de presse Ria Novosti que ce fret sera désormais régi par un nouveau Protocole en vertu duquel les convois de l'Otan pourront faire l'objet de fouilles approfondies par les services de sécurité russes affectés à la lutte contre les narcotrafics. Des dispositions qui ne devraient pas calmer le jeu Est-Ouest à l'heure où les tensions se révèlent particulièrement vives entre Washington et Moscou à propos de l'installation, en Europe orientale et en Mer Baltique, d'un système antimissile prétendument destiné à contrer une attaque balistique iranienne... mais perçu, à juste titre, comme un quasi casus belli, par le président Poutine et ses conseillers militaires.

La Russie a déjà par le passé et à plusieurs reprises dénoncé le rôle de l'Otan, notamment en présentant le dossier au Conseil de Sécurité, dans le trafic d'héroïne, sachant que 193 000 hectares dévolus à la culture du pavot sont situés à 92 % dans les zones contrôlées par les forces du Pacte atlantique ! On comprendra à ce titre que Vladimir Poutine regarde son pays comme cible d'une authentique « agression par l'héroïne », autrement dit une version actualisée des « Guerres de l'opium » que les Britanniques livrèrent à la Chine des Qing au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, et entend agir et réagir en conséquence...

### **Afghanistan nouveau Vietnam ?**

On jugera à l'aune des informations qui viennent d'être données ci-dessus, la déclaration, le 24 janvier, du général allemand Carsten Jacobson, porte-parole de l'Otan pour l'Afghanistan, soulignant le « succès remarquable » obtenu par les troupes d'occupation au cours de l'année 2011.

Pourtant, à titre indicatif, en tant que « marqueur » de ce tonitruant « succès », les chiffres afférents aux décès de soldats (fournis par l'Onu elle-même) font état d'une hausse de 39% des incidents armés en 2011, alors que les insurgés se montrent de plus en plus capables de monter des coups d'éclat, comme l'attaque à Kaboul de l'ambassade américaine. À telle enseigne que l'Otan a semble-t-il retiré ses officiers des ministères afghans. La haine des uniformes étrangers paraît à présent rassembler et unir le peuple afghan. Quant à la nouvelle armée afghane, elle se sent trahie par la précipitation - devenue sensible - à vouloir partir de leurs bons alliés, faisant que les désertions maintenant se multiplient... Succès si remarquable que l'on se bouscule désormais au portillon pour évacuer un pays intenable où les forces afghanes formées par les occidentaux, retournent de plus en plus fréquemment leurs armes contre leurs supposés sauveurs fourriers de la démocratie et de la libération de la Femme ! Ainsi, depuis le début 2012, 17 soldats de l'Otan ont en effet été exécutés par des policiers ou des soldats afghans<sup>8</sup>. Assassinats qui sont devenus une menace aussi importante que les attentats suicides ou les bombes improvisées. En près de trois mois ces actes représentent 20% des pertes. Le 20 janvier dernier ce sont quatre soldats français qui trouvent la mort sous les coups d'un déserteur. Le 26 mars un officier afghan abat deux soldats à l'entrée d'une base. Le 6 mai un soldat de l'Otan était tué par un individu portant l'uniforme afghan, une semaine auparavant, dans la province de Kandahar, un agent des forces spéciales afghanes retournait son arme contre ses alliés, tuant un soldat américain, deux militaires afghans et un interprète... En dépit de ses 130000 soldats, l'Isaf associée aux troupes de l'Opération « Liberté immuable » spécifiquement américaine, rencontre à l'évidence un franc et « remarquable succès »... auquel l'histoire devra associer M. Sarkozy et son « suppléant » M. Hollande, lesquels auront bien mérité de l'internationale des marchands de mort, narcomafias, industries de l'armement, mercenariat en tout genre !

Dans un tel contexte, les Américains pourront-ils tenir encore longtemps sans dévoiler totalement au monde l'ampleur de leur échec ? Auront-ils le loisir d'évacuer leurs troupes en bon ordre. Les morts se multiplient au sein des forces de l'Otan et de leurs supplétifs afghans à telle enseigne que les statistiques sérieuses et exhaustives sont introuvables. Aucune publicité n'est faite relatives aux pertes coalisées et pour cause. Nous sommes loin des décomptes macabres et bidouillés qu'égrènent mécaniquement les communiqués de presse ayant trait à la Syrie : l'on sait apparemment mieux ce qui se passe chez les autres que chez soi !

Notes

(1) Ce sont 1500 conteneurs et 1200 véhicules dont quelque 500 blindés lourds ainsi que 14 hélicoptères qui doivent être rapatriés en France. Les forces françaises doivent en outre compter avec un dispositif

logistique engorgé par le retour au pays de 23000 soldats américains d'ici fin septembre.

(2) De ce point un départ français rapide de Kapisa est jugé comme extrêmement problématique et risqué en raison d'un fort aléatoire transfert d'autorité à des forces afghanes éminemment fragiles dans une province caractérisée par son instabilité. En tout état de cause, la mise en œuvre de la « transition » en Kapisa, devrait prendre au minimum 18 mois pendant lesquels la coalition devra épauler les forces afghanes. La Kapisa, à 2 heures de la capitale, constitue « l'axe naturel de contournement de Kaboul sur lequel se rencontre une forte présence de trafiquants et de talibans »... mosaïque ethnique, c'est en vérité « un coupe-gorge... une zone quasi contrôlable ». En avril 2012, le général Emam Nazar, commandant de la 3<sup>e</sup> brigade de l'Armée afghane, évaluait à 800 le nombre d'insurgés présents en Kapisa, parmi lesquels de nombreux moudjahidin étrangers, « pakistanais et arabes ».

(3) Le Monde 10 mai. Philip Gordon responsable de l'Europe au département d'État est venu recadrer à Paris M. Hollande et son équipe diplomatique, avec pour unique préoccupation l'Afghanistan et le sommet de l'Otan à Chicago, rappelant de manière brutale devant la Commission des affaires étrangères du Sénat, le principe adopté au Sommet de Lisbonne « in together, out together »... une rupture unilatérale avec les engagements de l'Alliance est donc totalement hors de question. « Notre principe de base a été ensemble dedans, ensemble dehors. A Lisbonne, l'Alliance entière et l'ISAF entière ont décidé conjointement que les troupes devraient rester et accomplir leur mission jusqu'à la fin de 2014 ».

(4) Dans les colonnes du quotidien progressiste israélien Haaretz, le 29 avril 2012, l'ancien directeur du Shin Bet, le contre-espionnage hébreu, Yuval Diskin montait au créneau contre le bellicisme affiché du Premier ministre Netanyahu et de son ministre de la Guerre, Ehud Barak, déclarant n'avoir aucune « confiance dans les dirigeants actuels » incapables à ses yeux « de gérer un événement aussi majeur qu'une guerre régionale ou un conflit contre l'Iran... Je ne crois ni au Premier ministre, ni au ministre de la Défense. Je n'ai surtout pas confiance dans une direction politique susceptible de prendre des décisions sur des présupposés messianique ». Propos appuyés par Meir Dagan, également directeur retraité, mais du Mossad, ce dernier faisait également écho au chef d'état-major, Benny Gantz, celui-ci étant allé jusqu'à dire que l'Iran ne cherchait pas à se doter de l'arme atomique [AFP 25 avril 2012]... « Si le guide suprême iranien l'ayatollah Ali Khamenei le veut, son pays ira de l'avant dans l'acquisition de la bombe atomique, mais la décision doit être prise en premier ». Quant au « messianisme » de certains dirigeants israéliens dénoncé par une hiérarchie militaire (laquelle semble dotée d'un sens des réalités très supérieur à celui des politiques), il a de quoi laisser songeur : le 27 janvier 2010, lors du 65<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée fortuite des troupes soviétiques au camp d'Auschwitz, M. Netanyahu déclarant accomplie la prophétie contenue au chapitre 37 du livre d'Ézéchiel, laissait entendre que les annonces des chapitres 38 et 39 restaient à accomplir... à savoir l'assomption du Peuple élu à l'issue d'une guerre sans laquelle l'arrivée si attendue du « Messie » ne pourrait intervenir.

<http://www.mfa.gov.il/MFA/Governmen...>

(5) 11 Juin 2011. Deux heures après les déclarations du président Obama sur le retrait des troupes d'Afghanistan, l'Élysée annonçait que la France « engagera un retrait progressif de renforts envoyés en Afghanistan, de manière proportionnelle et dans un calendrier comparable au retrait des renforts américains ». On remarquera que le document accessible sur le site de la présidence française n'est pas datée et reste introuvable dans la nomenclature de communiqués. <http://www.elysee.fr/president/les-...> M. Sarkozy ayant quadruplé les effectifs français pour atteindre 4000 hommes, la mort de 4 soldats français le 20 janvier 2012, avait une fois de plus relancé la question d'un retrait anticipé... au mieux fin 2013, au lieu de 2014 comme prévu par l'Otan.

(6) On relira utilement l'article de L. Camus « Afghanistan : la débâcle américaine » publié par Médiapart le 13 juillet 2011 : <http://blogs.mediapart.fr/blog/kafur-altundag/130711/afghanistan-la-debacle-americaine>

(7) Poème de l'écrivain britanno-franc-maçon Rudyard Kipling publié la première fois en février 1899 avec pour sous-titre « Les États-Unis et les îles Philippines ». Une exaltation sans équivoque de l'empire en marche vers la conquête mondiale sous couvert – déjà – de « libération » des peuples.

(8) 22 victimes en 2011. Un rapport officiel du Pentagone (mai 2011 - publié en juin 2011 par le Wall Street Journal), présente ces « incidents » comme des « actes isolés », commis par des taliban infiltrés, des déséquilibrés ou des islamistes radicaux. Entre mai 2007 et mai 2011, sur l'ensemble du territoire afghan, ce sont au moins 58 personnels des armées occidentales qui ont trouvé la mort dans 26 attaques de soldats ou de policiers afghans soit 6 % de la totalité des pertes de coalition pendant cette même

période. Le rapport précise cependant que ces attaques sont le symptôme le plus visible d'un mal plus profond lié à la « crise de confiance » et à « l'incompatibilité culturelle » existant entre les forces de sécurité afghanes et leurs homologues américaines.

Léon Camus

Mercredi 16 Mai 2012

<http://www.geopolintel.fr>

---

## 1 Positions

### 1) L'Otan

L'OTAN accusée d'avoir minimisé les pertes civiles en Libye.

Human Rights Watch estime dans un rapport publié lundi 14 mai que les frappes aériennes menées en Libye par l'OTAN l'an dernier ont coûté la vie à soixante-douze civils et accuse l'Alliance atlantique de ne pas avoir pris la mesure de l'ampleur des dommages « collatéraux » provoqués par ses bombardements.

L'organisation de défense des droits de l'homme affirme qu'elle a mené la plus sérieuse enquête à ce jour sur les raids lancés par l'OTAN contre les forces de Mouammar Kadhafi, lequel sera finalement tué par les rebelles libyens le 20 octobre 2011. Son bilan, qui comprend vingt femmes et vingt-quatre enfants tués, est plus lourd que celui de cinquante-cinq tués - dont seize enfants et quatorze femmes - avancé par Amnesty International dans une étude en mars.

L'OTAN était mandatée par la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies autorisant le recours à la force pour protéger les populations civiles. "Les attaques n'étaient autorisées que sur des cibles militaires et de sérieuses questions demeurent dans certains cas sur le point de savoir ce que les forces de l'Otan visaient exactement", a déclaré Fred Abrahams, conseiller de HRW, dans un communiqué. (...)

L'ONG, qui s'appuie sur des enquêtes menées pendant et après le conflit sur les sites bombardés, évoque notamment l'attaque du village de Majer, 160 km à l'est de Tripoli, le 8 août 2011, qui a coûté la vie à trente-quatre civils.

Source: Le Monde

---

## 2 Extension des guerres ?

[NATO.INT](http://NATO.INT) : Préparation pour Chicago.

L'OTAN tiendra son 25e sommet à Chicago (États-Unis), ville natale du président Obama, les 20 et 21 mai 2012. Ce sommet permettra de concrétiser les décisions prises au sommet de Lisbonne en novembre 2010, de faire progresser les politiques clés de l'Alliance et de réaffirmer le lien transatlantique.

Le sommet portera essentiellement sur trois thèmes principaux : l'engagement de l'Alliance envers l'Afghanistan tout au long de la transition et au-delà, la nécessité de veiller à ce que l'Alliance dispose des capacités dont elle a besoin pour protéger les populations et le territoire de ses pays membres et pour faire face aux défis du XXIe siècle, et le développement du réseau de partenaires que l'OTAN entretient à travers le monde.

L'OTAN est clairement déterminée à soutenir l'Afghanistan après 2014, une fois que la transition progressive de la responsabilité de la sécurité du pays entre les troupes de la FIAS et les forces afghanes aura été pleinement mise en œuvre. À Chicago, les dirigeants feront des propositions pour que cela devienne une réalité, et témoigneront ainsi de leur détermination à faire en sorte que le pays ne serve plus jamais de base au terrorisme mondial.

En cette période d'austérité, l'OTAN cherche également à mieux optimiser les ressources pour garantir sa sécurité. Avec la crise financière qui sévit en Europe, les mesures strictes de réduction des déficits en vigueur aux États-Unis et la pression accrue sur les budgets de défense, la valeur ajoutée de l'OTAN consiste à aider les pays à travailler ensemble. L'OTAN a la capacité de connecter des forces et de gérer des projets multinationaux. C'est là l'un de ses points forts. À Chicago, la « défense intelligente » – une priorisation, une spécialisation et une coopération accrues – sera transformée en stratégie capacitaire à long terme. Cette stratégie comprend trois composantes majeures : premièrement, un paquet concret de projets multinationaux portant sur les insuffisances capacitaires critiques ; deuxièmement, des projets

multinationaux à long terme comprenant notamment la défense antimissile, la capacité alliée de surveillance terrestre et la police du ciel ; et troisièmement, des projets stratégiques pour 2020 couvrant des domaines tels que le renseignement, la surveillance et la reconnaissance interarmées et le ravitaillement en vol.

S'agissant des partenariats, l'OTAN travaille de manière plus souple avec les partenaires, dans le cadre et au-delà des liens existants, pour faire face aux défis mondiaux. Le sommet de Chicago sera l'occasion, pour les Alliés, d'élargir leurs réseaux de partenariat et d'approfondir les relations à un moment où la coopération n'est plus considérée comme un luxe, mais comme une nécessité.

Le sommet de Chicago aura la lourde tâche de transformer des paroles en actes, c'est-à-dire de transformer les décisions prises à Lisbonne en programmes et initiatives concrets. Cela signifie que les Alliés devront continuer d'investir sur les plans politique, militaire et économique pour préserver la force de l'OTAN. Et dans le climat actuel, cela signifie que les Alliés doivent rester attachés aux principes de l'OTAN, prêts à maintenir les capacités nécessaires et ouverts au développement des relations avec les partenaires.

[www.NATO.INT](http://www.NATO.INT)

20 mai 2012– 21 mai 2012

---

### 3 Dans les coulisses

Roland Marounek : [La « Gauche » francophone belge et l'Otan.](#)

Quelques semaines avant le sommet de Lisbonne, la CNAPD entre autres organisations avait réuni à Bruxelles trois représentantes des partis « Démocrate-humaniste » (CDH, ex-socials-chrétiens francophones), Socialiste et Ecolo membres respectifs pour leur parti aux Commissions des Relations extérieures et de la Défense de la Chambre ou du Sénat. Soit ce qui est appelé communément 'la Gauche', comme ces représentantes politiques l'ont souligné elles-mêmes lors de la rencontre.

*Article paru en janvier 2011*

Aucune n'a bien sûr manqué de dénoncer l'absence de débat démocratique, voire même de simple information sur les questions de défense, sur l'engagement de notre pays en Afghanistan, sur ce que la Belgique allait défendre au sommet de l'Otan... tout cela à charge essentiellement du ministre de la Défense Pieter De Crem. De manière plus surprenante, chacune a admis comme une évidence que la présence de l'Otan en Afghanistan obéissait à des raisons géostratégiques, et non aux objectifs humanitaro-sécuritaires officiels. C'est une prise de conscience certes tardive, mais qu'il faut saluer. Passons rapidement sur le fait que la représentante du PS ait néanmoins soutenu que l'Otan était en Afghanistan en vertu de l'Article 5 du traité de l'Atlantique Nord. Il est pour le moins sidérant que la représentante pour les affaires extérieures d'un parti au pouvoir ignore dans quel cadre exact les soldats belges sont envoyés dans un tel borbier.

La partie la plus instructive était la belle unanimité concernant l'Otan. L'Otan n'aurait-elle pas dû disparaître avec le Pacte de Varsovie ? Pas question de dissolution "*Il faut être réaliste*", confie en substance la représentante Ecolo, "*si on parle de dissolution, on nous prend pour de doux rêveurs*". Le gouvernement en affaires courantes a-t'il le droit d'engager la Belgique à long terme comme il s'appêtait à le faire en entérinant le dit 'Bouclier anti-missile' ? "*La Belgique ne peut quand même pas bloquer tout l'Otan, même si nous sommes personnellement contre certains aspects du Concept Stratégique*".

Enfin, quel doit être aujourd'hui le rôle de l'Otan ? "*L'Otan doit agir dans le cadre des missions de l'ONU : elle doit être le bras armé des Nations Unies*", ont-elles défendu toutes trois explicitement.

N'est-ce pas là ce que devrait être le rôle des Casques Bleus ? "*Les Casques Bleus ne sont pas efficaces, parce qu'ils manquent de moyens, qu'il n'y a pas d'unité de commandement, et qu'en fait, les soldats issus de pays pauvres sont juste là pour l'argent*".

On reste médusé devant ces positions de partis auto proclamés progressistes. En 1994, au Rwanda, les Casques Bleus "*qui n'étaient là que pour de l'argent*" se sont comportés de manière un peu plus honorable que d'autres, issus de pays riches, sûrement mus, eux, par idéalisme, et pour défendre des valeurs, démocratie, droits de l'homme, l'attirail au complet. Cela trahit en fait une confiance innée dans la supériorité morale d'office de l'Occident, moteur essentiel dans l'acceptation des "bonnes" guerres. Qu'est-ce que l'Alliance militaire de pays occidentaux va aller défendre, au nom des Nations Unies, si ce n'est les intérêts économiques de ces pays, et le maintien de leur domination globale sur le monde ?

Comment ces politiciens 'de gauche' peuvent-ils ignorer que les résolutions du Conseil de Sécurité sont obtenues à coup de pressions économiques, de donnant-donnant, voire de menaces directes ? « *L'objectif stratégique de la Bosnie est de devenir au plus vite membre à part entière de l'Otan et de l'Union européenne. Notre pays doit tenir compte de ces objectifs stratégiques lorsqu'il participe à la prise de décision dans des enceintes internationales* », avait déclaré le président bosniaque quelque temps avant le vote du 4e train de sanctions contre l'Iran, en mai dernier.

L'entreprise de dénigrement des Casques Bleus a été sciemment organisée, à partir des guerres yougoslaves, précisément pour présenter l'Otan comme la seule force 'efficace'. Les drames humanitaires et les défenses soudain impérieuses de droits humains suit la géographie d'intérêts économiques et stratégiques bien précis : le bras armé des intérêts occidentaux ne peut être celui des nations du monde "unies".

C'est très bien cette prise de conscience sur la nature de l'expédition afghane. Mais il ne faudrait pas attendre 10 ans pour s'apercevoir que l'agression contre l'Iran en gestation aujourd'hui, fût-elle bénie par une résolution du Conseil de Sécurité, n'aurait rien eu à voir avec les motifs démocratiques, ou humanitaires, ou sécuritaires qui fascinent tant, une fois encore, une partie de plus en plus grande des progressistes, et leur fait perdre la mémoire immédiate.

Source : [Alerte Otan](#)

[Roland Marounek](#)

15 mai 2012

[http://www.michelcollon.info/La-Gauche-francophone-belge-et-l.html?var\\_mode=calcul](http://www.michelcollon.info/La-Gauche-francophone-belge-et-l.html?var_mode=calcul)

---

#### 4) Les alliés de l'Otan

USA

Sur le terrain

Des manifestants anti-Otan arrêtés au quartier général d'Obama à Chicago

Huit militants anti-Otan ont été arrêtés lundi à Chicago après avoir refusé de quitter le bâtiment dans lequel se trouve le quartier général de la campagne de Barack Obama, quelques jours avant le début du sommet de l'Otan organisé dans la ville, a-t-on appris auprès de la police.

Environ une centaine de personnes ont participé à une manifestation dans l'immeuble qui abrite le quartier général de campagne du président démocrate sortant. Huit d'entre elles ont refusé de quitter les lieux et ont été arrêtées.

Les autorités municipales s'attendent à ce que plusieurs milliers de manifestants viennent protester contre le sommet de l'Otan, qui doit avoir lieu à Chicago dimanche et lundi, en présence de dirigeants d'une cinquantaine de pays.

Le sommet du G8 qui devait également s'y tenir a finalement été déplacé à Camp David, non loin de Washington, sur la côte Est.

AL MANAR

---

#### 5 Les opposants

Russie

Extension des guerres ?

Almanar.com : Bouclier: bras de fer américano-russe en faveur... de la Russie

La Russie pourrait frapper de manière préventive les systèmes de défense antimissile en Europe si la situation autour du bouclier européen s'aggrave, a déclaré jeudi le général Nikolai Makarov, chef d'Etat-major général des Forces armées russes.

"Compte tenu du caractère déstabilisant du bouclier antimissile européen, (...) la décision de porter une frappe préventive (...) pourrait être prise (par l'État-major russe) si la situation devait s'aggraver", a déclaré le général lors de la conférence internationale sur la défense antimissile à Moscou.

Selon le général, Moscou pourrait utiliser à ces fins les missiles de type Iskander, dont le déploiement dans la région de Kaliningrad, enclave russe au cœur de l'Europe, a été à plusieurs reprises évoqué par les autorités du pays.

Mais encore..

Le général Igor Sergoun, chef du Renseignement militaire russe (GRU), a estimé lors de la conférence internationale de Moscou sur la défense antimissile que Les programmes balistiques excessifs de certains Etats risquent de perturber la stabilité régionale!

"La Russie admet que les programmes balistiques excessifs de certains Etats peuvent se répercuter sérieusement sur la stabilité régionale. Le ministère russe de la Défense suit attentivement les évolutions et entend adopter des mesures énergiques en vue d'empêcher que les défis actuels ne se transforment en menaces balistiques effectives", a déclaré le général.

Et d'ajouter que de telles mesures devaient reposer sur une évaluation adéquate des menaces balistiques et qu'elles demandaient des efforts conjoints et conjugués de nature, de préférence, politiques et diplomatiques.

"Mais si des mesures militaires sont inévitables, elles doivent tenir compte des intérêts de la sécurité nationale d'autres pays au lieu de menacer tout le système de stabilité stratégique, comme cela risque de se produire à l'issue d'un affaiblissement du potentiel russe de dissuasion nucléaire, suite au déploiement du volet européen du bouclier antimissile américain", a indiqué le chef du GRU.

Côté américain, on tente de dédramatiser l'impasse..

Ainsi, l'envoyée spéciale américaine pour la stabilité stratégique et la défense antimissile a affirmé que Washington et Moscou sont capables de s'entendre sur le problème du bouclier antimissile, les missiles américains ne visant pas la Russie..

"Nous sommes capables de nous entendre. Nos forces et nos moyens ne visent pas la Russie et n'ont pas l'objectif de miner les forces stratégiques nucléaires de la Russie", a indiqué la responsable.

Elle a ajouté que les Etats-Unis avaient déjà proposé une série de mesures, sans toutefois préciser leur nature.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=19&frid=19&eid=62519>

---

### Moscou/Washington : vers un clash?

Deux années de hauts et de bas ! C'est ce qu'on peut constater des relations russo-américaines durant ces deux dernières années.

Bien qu'à l'époque d'Eltsine, les Russes aient un regard optimiste envers Etats-Unis et voulu des relations plus étroites avec l'Amérique aussi bien qu'avec l'UE, cependant, des plans tels que l'extension de l'Otan vers l'est ou les mesures hostiles des Américains envers les Russes, ont progressivement changé la donne et fait apparaître les différends russo-occidentaux. Or, les Russes se sont rendus compte de ce que l'Occident surtout les Etats-Unis cherche à affaiblir et finalement démanteler la Russie d'autant plus que les Américains, de peur de l'avenir politique russe, guettaient des mesures et démarches pour réduire, aussi tôt que possible, le nombre des arsenaux nucléaires stratégiques de la Russie. A l'heure actuelle, avec le retour de Vladimir Poutine au Kremlin, les observateurs prévoient d'importantes évolutions dans les relations entre la Russie et l'Occident dont et notamment les Etats-Unis. Déjà, le président russe a évoqué, lors de la rencontre avec le conseiller sécuritaire du président américain, ses conditions à l'essor des relations Moscou/Washington. Poutine a précisé que la Russie est prête à donner de l'impulsion aux relations bilatérales avec les Etats-Unis à condition que Washington respecte le principe de la collaboration équitable, dans un esprit de respect mutuel. Le président russe a aussi appelé la Maison Blanche à tenir compte des intérêts et des positions de la Russie. Il semble qu'en dépit de ce que l'administration américaine prétend quant à l'établissement des relations amicales avec Moscou, les Américains ont toujours une vision pessimiste des Russes. En effet, se tenant toujours dans le cadre des exigences de la Guerre froide, Washington ne s'est pas montré si intéressé à la promotion des relations économiques et commerciales avec son ennemi d'antan. Les chiffres du Service fédéral des douanes de Russie parlent d'un volume d'échanges commerciaux estimé à 31 milliards de dollars en 2011, les Etats-Unis se rangeant au 8ème rang des partenaires commerciaux. De l'autre côté, les Etats-Unis ont, pratiquement, fait la sourde oreille aux demandes et inquiétudes de la Russie. Cela s'explique dans les affaires qui ont suscité la sensibilité des autorités russes telles que le déploiement du bouclier antibalistique en Europe de l'Est, la présence américaine dans le Pôle nord ou la mer noire ainsi que l'extension de l'Otan vers l'est. Il est vrai qu'avec la Chine, la Russie est le principal rival des Etats-Unis dans les domaines économique, commercial et militaire, ce que les Américains ne veulent pas voir

répéter dans le domaine technologique. C'est justement, cette même position malhonnête qu'incite le président russe à avancer des conditions, subordonnant l'essor des relations avec les Etats-Unis à une collaboration équitable, dans un climat de respect mutuel, en tenant compte des intérêts et positions de la Russie.

07/05/2012

IRIB

---

### [La Russie menace de détruire le bouclier anti-missile américain en Europe.](#)

La Russie est prête à détruire les installations de défense anti-missile des Etats-Unis en Europe si Moscou considère qu'elles représentent de réelles menaces, a annoncé vendredi le ministre de la Défense, Anatoly Serdyukov.

"(Le déploiement) suscite nos inquiétudes, c'est pourquoi nous détruirons la défense anti-missile", a déclaré M. Serdyukov aux journalistes à Sotchi, ville russe de la mer Noire.

Il a indiqué que les forces russes n'allaient pas avoir besoin de mesures supplémentaires pour mener cette mission, car les missiles Iskander existants sont capables de neutraliser les plateformes de lancement américaines.

Par ailleurs, M. Serdyukov a déclaré que Moscou attendait toujours les propositions des Etats-Unis sur le système de défense anti-missile controversé en Europe.

Moscou s'oppose depuis longtemps au déploiement des installations de défense anti-missile près de ses frontières et demande des garanties juridiquement contraignantes aux Etats-Unis et à l'OTAN prouvant que le bouclier anti-missile ne vise pas la Russie.

11/05/2012

<http://french.cri.cn/621/2012/05/11/302s280942.htm>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19